Les effets économiques de la guerre en Syrie et de la progression de l'État islamique sur les pays du Levant

Elena Ianchovichina et Maros Ivanic

Résumé détaillé

Cet article propose une estimation quantitative des effets de la guerre en Syrie et de l'avancée de l'État islamique sur l'économie de six pays du «Levant»: l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la République arabe d'Égypte, la République arabe syrienne et la Turquie. L'analyse repose sur un modèle d'équilibre général calculable utilisant des données récentes sur les économies de cette région et tenant compte à la fois des effets directs du conflit et du manque à gagner résultant de la non-réalisation des initiatives régionales d'intégration commerciale. Ce deuxième élément revêt une importance particulière, car le conflit a un porté un coup d'arrêt à un processus d'intégration considéré comme indispensable pour stimuler la croissance économique, la diversification et la création d'emploi dans la région.

Les résultats de la simulation consignés dans le rapport montrent les évolutions qui pourraient découler du conflit sur le plan qualitatif, l'ampleur des effets reflétant l'intensité et la portée de la guerre jusqu'au milieu de l'année 2014. L'analyse indique que les pays qui paient le plus lourd tribut au conflit sont la Syrie et l'Iraq, qui accusent un déclin du niveau de vie par habitant de 14 % et 16 %, respectivement (voir tableau S1). L'embargo sur les échanges commerciaux avec la Syrie explique en grande partie le recul du PIB réel de ce pays, estimé à 30 %; cette baisse est par ailleurs bien supérieure à celle enregistrée par le produit par habitant (13 %), cet écart s'expliquant par l'incidence de l'exode des Syriens et des pertes humaines sur le chiffre de la population. En Iraq, la baisse de niveau de vie par habitant est liée à la détérioration de

l'environnement et aux pertes de productivité qui en résultent. Tous les autres pays de la région voient leur niveau de vie par habitant décliner, contrairement à leur revenu global (voir tableau S1), cette situation étant due au fait que l'afflux de réfugiés vient gonfler la population et, partant, la consommation, l'investissement et la main d'œuvre. Au Liban, le revenu moyen par habitant est inférieur de 11 % au niveau qu'il aurait pu atteindre s'il n'y avait pas eu de guerre, tandis que la baisse est limitée à 1,5 % en Turquie, en Égypte et en Jordanie. C'est au Liban que l'écart entre les résultats par habitant et les résultats globaux est le plus prononcé, car c'est ce pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés par habitant ; à l'inverse, l'écart est minime en Turquie et en Égypte, où les réfugiés ne représentent qu'une faible proportion de la population.

Tableau S1. Incidences de la guerre et de la « désintégration » commerciale sur le bien-être dans les pays du Levant (%)

	Turquie	Égypte	Jordanie	Liban	Syrie	Iraq
Effets directs de la guerre par habitant	-0,5	-0,1	-1,4	-10,6	-14,0	-16,1
Effets sur la production	0,0	0,0	0,0	-0,1	-6,3	-12,6
Destruction de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	-5,4	-0,1
Augmentation des coûts commerciaux	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
Embargo commercial sur la Syrie Effets des flux de réfugiés sur la main	0,0	0,0	0,1	0,0	-15,4	0,0
d'œuvre	0,4	0,0	1,0	6,0	-7,5	2,8
Effets des mouvements de réfugiés sur la population Effets par habitant de la désintégration du	-0,9	-0,2	-2,5	-16,4	20,8	-6,1
commerce	-1,4	-9,0	-5,8	-2,2	-8,6	-12,0
Arrêt de la libéralisation agricole Arrêt de la réforme de la logistique des	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
transports	0,0	-0,1	0,0	-0,2	0,1	-1,0
Arrêt de la libéralisation des services	-1,4	-8,8	-5,7	-2,1	-8,7	-11,0
Effets cumulatifs par habitant	-2,0	-9,1	-7,2	-12,8	-22,6	-28,1

Effets cumulatifs globaux	-1,1	-8,8	-4,7	3,9	-38,3	-23,4
Effets directs de la guerre	0,3	0,1	1,0	6,4	-30,7	-10,7
Effets de la désintégration du commerce	-1,4	-8,9	-5,7	-2,5	-7,5	-12,7
Effets cumulatifs en dollars, 2007	-6 510	- 10 483	-834	912	-12 280	-3 997

Source: Ianchovichina et Ivanic (2014), « Policy Research Working Paper No. 7135 », Banque mondiale.

Les effets directs de la guerre ne reflètent pas les coûts réels de la « désintégration » commerciale. Si l'on tient compte de ces coûts, alors on double la facture du conflit pour la Syrie et l'Iraq, avec des pertes sur le plan du niveau de vie par habitant qui s'élèvent à 23 % et 28 % respectivement dans ces deux pays, et des chiffres qui grimpent à 10 % pour l'Égypte et à 9 % pour la Jordanie. L'échec de la libéralisation des services entraîne des pertes considérables sur le plan commercial. En d'autres termes, si l'Iraq et la Syrie avaient pu éviter le conflit, leur revenu moyen par habitant serait plus élevé d'un tiers pour le premier et d'un quart pour la deuxième.

Ces valeurs moyennes des effets de la guerre sur les revenus ne rendent pas compte des disparités observées au sein des pays. En Syrie, tous les acteurs économiques sont touchés, mais ce sont les propriétaires terriens qui ont perdu le plus : les habitants fuyant le pays, la demande de terres a chuté de manière spectaculaire (voir tableau S2). Au Liban et en Turquie, par contre, on observe la situation inverse : l'afflux de réfugiés a d'une part fait grimper la demande de biens et services, ce qui a bénéficié aux propriétaires terriens et aux détenteurs de capitaux, et d'autre part gonflé l'offre de main d'œuvre, entraînant des diminutions de salaire pour les travailleurs.

Tableau S2 Évolution réelle des prix (%)

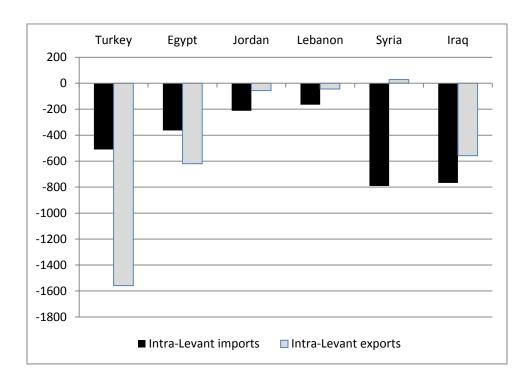
Turc	uie Ég	ypte Jordanie	e Liban	Syrie	Irac	1

	Désinté -gration	Guerre										
Terres Main d'œuvre non	-4,1	1,6	-19,3	-0,8	-17,9	-2,5	-4,1	39,5	-15,1	-48,4	-34,7	-6,7
qualifiée Main d'œuvre	0,2	-0,5	-7,3	-0,1	-5,1	-1,5	-2,2	-9	-4,5	-18,6	-5,9	-20,6
qualifiée	-0,6	-0,5	-8,3	-0,1	-6,4	-1,3	-2,4	-9,7	-6,9	-19	-11,2	-20,2
Capital physique Ressources	-1,1	0,2	-7,7	0,1	-5,3	0,7	-2,5	3,4	-2,2	-18,2	-7,2	-12,3
naturelles	-4,8	1,8	-12	0,5	-17	3,1	-8,6	30,1	-18	-16,4	-12,8	5,3

Source: Ianchovichina et Ivanic (2014), « Policy Research Working Paper No. 7135 », Banque mondiale.

En ce qui concerne les effets sectoriels directs du conflit, ils ne sont globalement marqués qu'en Syrie et en Iraq, où la guerre a entraîné un déclin de la productivité et, dans le cas de la Syrie, une destruction de capital et des pertes de main d'œuvre considérables. En fait, la Jordanie et le Liban affichent même une expansion de certains secteurs résultant des effets de l'afflux de réfugiés sur la demande de biens et services et sur l'offre de main d'œuvre. Les effets sectoriels directs du conflit sont négligeables en Turquie et en Égypte. La désintégration du commerce régional, en revanche, freine considérablement les échanges intrarégionaux et la productivité des services, et fait grimper les coûts de production et d'importation des services, avec des effets néfastes pour la production de services dans toutes les économies de la région. Dans la mesure où les services sont utilisés comme des intrants intermédiaires dans d'autres secteurs, l'activité économique de ces pays s'est fortement contractée. Les effets diffèrent toutefois d'un pays à l'autre. L'économie de la Turquie souffre relativement peu de la désintégration commerciale, car son secteur des services est déjà le plus ouvert de tous ceux de la région; ce pays souffre essentiellement de l'ouverture avortée des services commerciaux et du secteur de la construction. Eu égard à sa taille, toutefois, les pertes commerciales de la Turquie sont les plus élevées en dollars, avec près de 1,6 milliard de dollars perdus en exportations non réalisées vers les pays du Levant (figure S1).

Figure S1. Effets de la désintégration commerciale sur les volumes d'échanges entre les pays du Levant (en millions de dollars)



Source: Ianchovichina et Ivanic (2014), « Policy Research Working Paper No. 7135 », Banque mondiale.

Turkey	Turquie
Egypt	Égypte
Jordan	Jordanie
Lebanon	Liban
Syria	Syrie
Iraq	Iraq
Intra-Levant imports	Importations entre les pays du Levant

Intra-Levant exports	Exportations entre les pays du Levant

Enfin, l'article atteste des avantages que présente l'utilisation d'un modèle d'équilibre général par rapport aux cadres traditionnels d'évaluation des crises, en évaluant les effets d'équilibre général « purs » du conflit, définis comme la différence entre les solutions linéaire et non linéaire au modèle, la solution linéaire étant une première approximation reposant sur des coefficients de données maintenus à un niveau constants aux stades initiaux. Les effets d'équilibre général « purs » diffèrent en valeur (positive/négative) et en ampleur, et sont importants pour la Syrie et l'Iraq, qui subissent la crise de plein fouet. Cette analyse montre donc que des approches plus simples ne rendraient pas compte des effets véritables de la guerre, car elles ne permettraient pas de déterminer le sens des distorsions, en particulier pour les pays les plus touchés par la crise.

L'ampleur des effets évoluera en même temps que la guerre. Dans la présente évaluation, nous partons de l'hypothèse que l'État islamique ne s'emparera pas des principales installations d'extraction pétrolière du sud de l'Iraq; si cela devait se produire, les pertes sur le plan des conditions de vie, de la production et des exportations pour ce pays seraient considérablement plus élevées que celles décrites ici. Il est important de noter que cette analyse ne tient pas compte d'un certain nombre de coûts, dont notamment les coûts budgétaires inhérents à la fourniture de services de base aux réfugiés dans les pays d'accueil, qui pourraient être lourds pour la Jordanie, le Liban et la Turquie. Il en est de même pour les coûts liés à la reconstitution du capital humain et physique en Syrie, qui seraient également assez considérables. Les liens, importants, entre investissement et croissance ne sont pas non plus pris en compte dans cette étude et pourraient amplifier les effets du conflit.